

## TRADUCTION

## AUTORITE FLAMANDE

[C – 2018/10908]

**9 FEVRIER 2018. — Décret portant assentiment à l'accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire relatif au transport aérien, fait à Bruxelles, le 27 février 2017 (1)**

Le PARLEMENT FLAMAND a adopté et Nous, GOUVERNEMENT, sanctionnons ce qui suit :

Décret portant assentiment à l'accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire relatif au transport aérien, fait à Bruxelles le 27 février 2017

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle une matière régionale.

**Art. 2.** Sortiront leur plein et entier effet :

1° l'accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire relatif au transport aérien, fait à Bruxelles, le 27 février 2017 ;

2° les modifications de l'annexe qui seront adoptées conformément à l'article 22, alinéa 4, de l'accord.

**Art. 3.** Le Gouvernement flamand communique toute modification de l'annexe qui est adoptée conformément à l'article 22, alinéa 4, de l'accord au Parlement flamand.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 9 février 2018.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand, Ministre flamand de la Politique étrangère  
et du Patrimoine immobilier,  
G. BOURGEOIS

Le Ministre flamand de la Mobilité, des Travaux publics, de la Périphérie flamande de Bruxelles, du Tourisme  
et du Bien-être animal,  
B. WEYTS

---

 Note

(1) *Session 2017-2018*

Documents : – Projet de décret : 1400 – N° 1

– Rapport : 1400 – N° 2

– Texte adopté en séance plénière : 1400 – N° 3

Annales – Discussion et adoption : Séance du 31 janvier 2018.

---

 COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2018/10945]

**20 DECEMBRE 2017. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant modifications de dispositions décrétales faisant obstacles aux communications par voie électronique (II)**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française ;

Vu le décret du 27 février 2003 organisant la reconnaissance et le subventionnement d'une association des centres sportifs ;

Vu le décret du 27 février 2003 organisant la reconnaissance et le subventionnement des centres sportifs locaux et des centres sportifs locaux intégrés ;

Vu le décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française ;

Vu le décret du 12 mai 2004 fixant les droits et obligations des puériculteurs et portant diverses dispositions relatives à la valorisation des jours prestés par le personnel non statutaire de la Communauté française ;

Vu le décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire ;

Vu le décret du 30 mars 2007 organisant la reconnaissance et le subventionnement d'une association de fédérations sportives, de fédérations sportives de loisirs et d'association sportives francophones ;

Vu le décret du 23 mai 2008 visant la reconnaissance et le subventionnement du Comité olympique et interfédéral belge ;

Vu le décret du 20 juin 2008 relatif aux membres du personnel administratif des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des Arts et des Instituts supérieurs d'Architecture organisés ou subventionnés par la Communauté française ;

Vu le décret du 3 avril 2014 relatif aux communications par voie électronique entre les usagers et les autorités publiques de la Communauté française, l'article 6, § 1<sup>er</sup> ;

Vu le décret du 11 avril 2014 organisant la reconnaissance et le subventionnement d'une association inter universitaire d'aide à la performance sportive ;

Vu décret du 27 octobre 2016 portant organisation des jurys de la Communauté française de l'enseignement secondaire ordinaire ;

Vu l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements ;

Vu l'arrêté royal du 25 octobre 1971, fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique des établissements d'enseignement de la Communauté française ;

Vu l'arrêté royal du 27 juillet 1979, portant le statut du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, des centres psycho-médico-sociaux spécialisés de la Communauté française, des centres de formation de la Communauté française ainsi que des services d'inspection chargés de la surveillance des centres psycho-médico-sociaux, des offices d'orientation scolaire et professionnelle et des centres psycho-médico-sociaux spécialisés ;

Vu l'avis 62.400/2 du Conseil d'Etat, donné le 4 décembre 2017, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu le « test genre » du 22 septembre 2017 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Considérant que des termes faisant obstacles aux communications électroniques sont présents dans les décrets des 24 juillet 1997, 27 février 2003, 12 mai 2004, 2 juin 2006, 30 mars 2007, 23 mai 2008, 20 juin 2008, 11 avril 2014, et du 27 octobre 2016, dans les arrêtés royaux des 22 mars 1969, 25 octobre 1971 et 27 juillet 1979, et qu'il convient de les remplacer par une disposition neutre technologiquement afin de favoriser le passage à une communication électronique ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 juin 2014 portant exécution du décret du 3 avril 2014 relatif aux communications par voie électronique entre les usagers et les autorités publiques de la Communauté française ;

Sur proposition du Ministre ayant l'e-Gouvernement dans ses attributions,

Après délibération,

Arrête :

*CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française*

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 24, § 1<sup>er</sup>, du décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, les mots « Le candidat qui sollicite plusieurs emplois introduit une candidature séparée pour chacun d'eux. » sont supprimés.

Au même paragraphe, les mots « par lettre recommandée à la poste. » sont remplacés par les mots suivants « selon les modalités fixées par l'appel visé à l'article 23. ».

**Art. 2.** A l'article 29, § 1<sup>er</sup>, du même décret, les mots « Le membre du personnel qui sollicite plusieurs fonctions introduit une demande séparée pour chacune d'elles. » sont supprimés.

Au même paragraphe, les mots « par lettre recommandée à la poste. » sont remplacés par les mots suivants « selon les modalités fixées par l'appel visé à l'article 28. ».

**Art. 3.** L'article 39, alinéa 2, du même décret est remplacé par un nouvel alinéa rédigé comme suit : « Les demandes de mutations sont introduites à peine de nullité dans la forme et le délai fixés par l'appel visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>. ».

*CHAPITRE II. — Décret du 27 février 2003 organisant la reconnaissance et le subventionnement d'une association des centres sportifs*

**Art. 4.** A l'article 4 du décret du 27 février 2003 organisant la reconnaissance et le subventionnement d'une association des centres sportifs, les mots « sous pli recommandé à la poste » sont supprimés.

**Art. 5.** A l'article 5, 2<sup>o</sup>, du même décret, les mots « sous pli recommandé à la poste » sont remplacés par « par envoi recommandé ».

*CHAPITRE III. — Décret du 27 février 2003 organisant la reconnaissance et le subventionnement des centres sportifs locaux et des centres sportifs locaux intégrés*

**Art. 6.** A l'article 5, alinéa 2, du décret du 27 février 2003 organisant la reconnaissance et le subventionnement des centres sportifs locaux et des centres sportifs locaux intégrés, les mots « sous pli recommandé à la poste » sont remplacés par « par envoi recommandé ».

**Art. 7.** A l'article 6, § 1<sup>er</sup>, du même décret, modifié par le décret du 19 juillet 2011, les mots « sous pli recommandé à la poste » sont remplacés par « par envoi recommandé ».

Au paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, du même article, les mots « de ce courrier » sont remplacés par « de la notification ».

CHAPITRE IV. — *Décret du 12 mai 2004 fixant les droits et obligations des puériculteurs et portant diverses dispositions relatives à la valorisation des jours prestés par le personnel non statutaire de la Communauté française*

**Art. 8.** A l'article 28, § 1<sup>er</sup>, alinéa 5, du décret du 12 mai 2004 fixant les droits et obligations des puériculteurs et portant diverses dispositions relatives à la valorisation des jours prestés par le personnel non statutaire de la Communauté française, les mots « A peine de nullité, les candidatures sont introduites par lettre recommandée. » sont supprimés.

CHAPITRE V. — *Décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française*

**Art. 9.** A l'article 29, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française, les mots « par une lettre recommandée à la poste, à l'adresse indiquée dans l'avis visé à l'article 28. » sont remplacés par les mots suivants « selon les modalités fixées par l'appel aux candidats à une désignation à titre temporaire ».

A l'alinéa 2 du même article, les mots « Le candidat qui sollicite différentes fonctions introduit une candidature séparée pour chaque fonction. » sont supprimés.

**Art. 10.** A l'article 59, alinéa 2, du même décret, les mots « par pli recommandé » sont remplacés par les mots suivants « selon les modalités fixées par l'appel à l'introduction des demandes d'extension de nomination ».

Au même alinéa, les mots « Il adresse une copie de sa demande au(x) président(s) de la (des) Commission(s) zonale(s) d'affectation où se situe(nt) ce ou ces établissements ainsi qu'au président de la Commission interzonale d'affectation. », sont supprimés.

**Art. 11.** A l'article 62, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, les mots « par pli recommandé » sont remplacés par les mots suivants « selon les modalités fixées par l'appel à ces changements d'affectation ».

Au même alinéa les mots « Il en adresse copie au président de la commission zonale d'affectation concernée dans le même délai. », sont supprimés.

A l'alinéa 2 du même paragraphe, le mot « précitée » est remplacé par les mots suivants « zonale d'affectation concernée. ».

**Art. 12.** A l'article 62, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, les mots « par pli recommandé » sont remplacés par les mots suivants « selon les modalités fixées par l'appel à ces changements d'affectation ».

Au même alinéa les mots « Il en adresse copie au président de la commission interzonale d'affectation dans le même délai. », sont supprimés.

A l'alinéa 2 du même paragraphe, le mot « précitée » est remplacé par les mots suivants « interzonale d'affectation concernée ».

**Art. 13.** A l'article 77, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, les mots « par pli recommandé » sont remplacés par les mots suivants « selon les modalités fixées par l'appel à ces changements d'affectation ».

Au même alinéa les mots « Il en adresse copie au président de la commission interzonale d'affectation dans le même délai. », sont supprimés.

A l'alinéa 2 du même paragraphe, le mot « précitée » est remplacé par les mots suivants « interzonale d'affectation concernée ».

**Art. 14.** A l'article 210, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, les mots « par pli recommandé » sont remplacés par les mots suivants « selon les modalités fixées par l'appel à ces changements d'affectation ».

Au même alinéa, les mots « Il en adresse copie au président de la commission zonale d'affectation concernée dans le même délai. », sont supprimés.

A l'alinéa 2 du même paragraphe, le mot « précitée » est remplacé par les mots suivants « zonale d'affectation concernée ».

**Art. 15.** A l'article 210, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, les mots « par pli recommandé » sont remplacés par les mots suivants « selon les modalités fixées par l'appel à ces changements d'affectation ».

Au même alinéa les mots « Il en adresse copie au président de la commission interzonale d'affectation dans le même délai. », sont supprimés.

A l'alinéa 2 du même paragraphe, le mot « précitée » est remplacé par les mots suivants « interzonale d'affectation concernée ».

**Art. 16.** A l'article 225, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, les mots « par pli recommandé » sont remplacés par les mots suivants « selon les modalités fixées par l'appel à ces changements d'affectation ».

Au même alinéa les mots « Il en adresse copie au président de la commission interzonale d'affectation dans le même délai. », sont supprimés.

A l'alinéa 2 du même paragraphe, le mot « précitée » est remplacé par les mots suivants « interzonale d'affectation concernée ».

CHAPITRE VI. — *Décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire*

**Art. 17.** A l'article 32, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, et § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire, modifié par le décret du 13 décembre 2007, les mots « lettre recommandée » sont remplacés par « envoi recommandé ».

CHAPITRE VII. — *Décret du 30 mars 2007 organisant la reconnaissance et le subventionnement d'une association de fédérations sportives, de fédérations sportives de loisirs et d'association sportives francophones*

**Art. 18.** Aux articles 4, alinéa 2, et 8, § 4, du décret du 30 mars 2007 organisant la reconnaissance et le subventionnement d'une association de fédérations sportives, de fédérations sportives de loisirs et d'association sportives francophones, les mots « sous pli recommandé à la poste » sont chaque fois supprimés.

**Art. 19.** Aux articles 6, 7, alinéa 2, et 8, §§ 1<sup>er</sup> à 3, du même décret, les mots « sous pli recommandé à la poste » sont chaque fois remplacés par « par envoi recommandé ».

**Art. 20.** A l'article 6 du même décret, les mots « de l'envoi » sont supprimés.

CHAPITRE VIII. — *Décret du 23 mai 2008 visant la reconnaissance et le subventionnement du Comité olympique et interfédéral belge*

**Art. 21.** A l'article 4, alinéa 3, du décret du 23 mai 2008 visant la reconnaissance et le subventionnement du Comité olympique et interfédéral belge, le mot « adressée » est remplacé par « transmis »

**Art. 22.** Aux articles 4, alinéa 3, et 9, § 5, du même décret, les mots « sous pli recommandé à la poste » sont chaque fois supprimés.

**Art. 23.** A l'article 6 du même décret, les mots « de l'envoi » sont supprimés.

**Art. 24.** Aux articles 6, 8, 9, §§ 1<sup>er</sup> et 5, et 17, alinéa 3, du même décret, les mots « sous pli recommandé à la poste » sont chaque fois remplacés par « par envoi recommandé ».

CHAPITRE IX. — *Décret du 20 juin 2008 relatif aux membres du personnel administratif des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des Arts et des Instituts supérieurs d'Architecture organisés ou subventionnés par la Communauté française*

**Art. 25.** A l'article 7 du décret du 20 juin 2008 relatif aux membres du personnel administratif des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des Arts et des Instituts supérieurs d'Architecture organisés ou subventionnés par la Communauté française, les mots « par lettre recommandée à la poste. » sont remplacés par les mots suivants « selon les modalités fixées à l'appel visé à l'article 5. ».

CHAPITRE X. — *Décret du 11 avril 2014 organisant la reconnaissance et le subventionnement d'une association inter universitaire d'aide à la performance sportive*

**Art. 26.** Aux articles 4, alinéa 1<sup>er</sup>, et 8, § 4, du décret du 11 avril 2014 organisant la reconnaissance et le subventionnement d'une association inter universitaire d'aide à la performance sportive, les mots « par courrier recommandé » sont supprimés.

**Art. 27.** Aux articles 6, alinéa 1<sup>er</sup>, et 8, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du même décret, le mot « courrier » est chaque fois remplacé par « envoi ».

**Art. 28.** L'article 7, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret est remplacé par la disposition suivante : « En cas de non-respect de l'une des conditions fixées à l'article 3 ou de manquement à la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, aux lois sociales, fiscales ou au décret du 20 octobre 2011 relatif à la lutte contre le dopage, le Gouvernement, après l'avis du Conseil supérieur, peut suspendre ou retirer la reconnaissance de l'association, pour autant que celle-ci ait été invitée dans un délai de quarante jours, par envoi recommandé, date de l'envoi faisant foi, à faire valoir ses arguments et/ou à demander à être entendue par l'administration. Toute décision de suspension ou de retrait de la reconnaissance, est notifiée par envoi recommandé, un mois après l'avis du Conseil supérieur. ».

**Art. 29.** A l'article 8, § 4, du même décret, le mot « notifiée » est remplacé par « communiquée ».

CHAPITRE XI. — *Décret du 27 octobre 2016 portant organisation des jurys de la Communauté française de l'enseignement secondaire ordinaire*

**Art. 30.** L'article 21, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 27 octobre 2016 portant organisation des jurys de la Communauté française de l'enseignement secondaire ordinaire est remplacé par la disposition suivante : « Toute plainte relative à une quelconque irrégularité dans le déroulement des examens est adressée par envoi recommandé ou par voie électronique au Service qui assure l'organisation des Jurys, au plus tard dans les cinq jours qui suivent la notification des résultats de l'épreuve. ».

CHAPITRE XII. — *Arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements*

**Art. 31.** L'article 22 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, est abrogé.

**Art. 32.** A l'article 33, troisième alinéa, du même arrêté royal, les mots « par pli recommandé » sont remplacés par les mots suivants « selon les modalités fixées par l'appel à l'introduction des demandes de changement d'affectation ».

Au même alinéa les mots « Il en adresse copie au président de la commission zonale d'affectation de l'enseignement de plein exercice concernée ou, selon le cas, au président de la commission zonale d'affectation de l'enseignement de promotion sociale concernée dans le même délai. » sont supprimés.

Au même article, quatrième alinéa, les mots « par pli recommandé » sont remplacés par les mots suivants « selon les modalités fixées par l'appel à l'introduction des demandes de changement d'affectation ».

Au même alinéa les mots « Il en adresse copie au président de la commission interzonale d'affectation ou, selon le cas, au président de la commission interzonale d'affectation de l'enseignement de promotion sociale dans le même délai » sont supprimés.

Au même article, cinquième alinéa, le mot « précitée » est remplacé par les mots suivants « zonale ou de la commission interzonale d'affectation ou, selon le cas, de la commission zonale ou de la commission interzonale d'affectation de l'enseignement de promotion sociale ».

**Art. 33.** A l'article 45, § 2<sup>ter</sup>, alinéa 2, du même arrêté royal, les mots « par pli recommandé » sont remplacés par les mots suivants « selon les modalités fixées par l'appel à l'introduction des demandes d'extension de nomination ».

Au même alinéa les mots « Il adresse une copie de sa demande au(x) président(s) de la (des) Commission(s) zonale(s) d'affectation où se situe(nt) ce ou ces établissements ainsi qu'au président de la Commission interzonale d'affectation. » sont supprimés.

**Art. 34.** A l'article 46<sup>septies</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté royal, les mots « le candidat qui sollicite plusieurs emplois introduit une candidature séparée pour chacun d'eux. A peine de nullité, les candidatures sont introduites auprès du Gouvernement par lettre recommandée à la poste. » sont remplacés par les mots suivants « le candidat qui sollicite plusieurs emplois introduit une candidature selon les modalités fixées par l'appel à nomination. ».

**Art. 35.** A l'article 48, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté royal, les mots « par pli recommandé » sont remplacés par les mots suivants « selon les modalités fixées par l'appel à l'introduction des demandes de changement d'affectation. »

Au même alinéa, les mots « Il en adresse copie au président de la commission zonale d'affectation ou, selon le cas, au président de la commission zonale d'affectation de l'enseignement de promotion sociale dans le même délai. » sont supprimés.

Au même paragraphe, deuxième alinéa, le mot « précitée » est remplacé par les mots suivants « zonale d'affectation ou, selon le cas, de la commission zonale d'affectation de l'enseignement de promotion sociale ».

**Art. 36.** A l'article 48, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté royal, les mots « par pli recommandé » sont remplacés par les mots suivants « selon les modalités fixées par l'appel à l'introduction des demandes de changement d'affectation ».

Au même alinéa, les mots « Il en adresse copie au président de la commission interzonale d'affectation ou, selon le cas, au président de la commission interzonale d'affectation de l'enseignement de promotion sociale dans le même délai. » sont supprimés.

Au même paragraphe, deuxième alinéa, le mot « précitée » est remplacé par les mots suivants « interzonale d'affectation ou, selon le cas, de la commission interzonale d'affectation de l'enseignement de promotion sociale ».

**Art. 37.** A l'article 50, § 2, a), alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté royal, les mots « par pli recommandé » sont remplacés par les mots suivants « selon les modalités fixées par l'appel à l'introduction des demandes de nouvelle affectation ».

Au même alinéa les mots « Il en adresse copie au président de la commission zonale d'affectation compétente » sont supprimés.

Au même paragraphe et même point, deuxième alinéa, le mot « précitée » est remplacé par les mots suivants « zonale d'affectation compétente ».

**Art. 38.** A l'article 50, § 2, b), alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté royal, les mots « par pli recommandé » sont remplacés par les mots suivants « selon les modalités fixées par l'appel à l'introduction des demandes de nouvelle affectation ».

Au même alinéa les mots « Il en adresse copie au président de la commission interzonale d'affectation compétente » sont supprimés.

Au même paragraphe et même point, deuxième alinéa, le mot « précitée » est remplacé par les mots suivants « interzonale d'affectation compétente ».

**Art. 39.** A l'article 50, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté royal, les mots « par pli recommandé » sont remplacés par les mots suivants « selon les modalités fixées par l'appel à l'introduction des demandes de nouvelle affectation ».

Au même alinéa les mots « Il en adresse copie au président de la commission interzonale d'affectation compétente. » sont supprimés.

Au même paragraphe, deuxième alinéa, le mot « précitée » est remplacé par les mots suivants « interzonale d'affectation compétente ».

**Art. 40.** A l'article 80, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté royal, les mots « par pli recommandé » sont remplacés par les mots suivants « selon les modalités fixées par l'appel à l'introduction des demandes de changement d'affectation ».

Au même alinéa les mots « Il en adresse copie au président de la commission zonale d'affectation ou, selon le cas, au président de la commission zonale d'affectation de l'enseignement de promotion sociale dans le même délai. » sont supprimés.

Au même paragraphe, deuxième alinéa, le mot « précitée » est remplacé par les mots suivants « zonale d'affectation ou, selon le cas, de la commission zonale d'affectation de l'enseignement de promotion sociale ».

**Art. 41.** A l'article 80, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté royal, les mots « par pli recommandé » sont remplacés par les mots suivants « selon les modalités fixées par l'appel à l'introduction des demandes de changement d'affectation ».

Au même alinéa les mots « Il en adresse copie au président de la commission interzonale d'affectation ou, selon le cas, au président de la commission interzonale d'affectation de l'enseignement de promotion sociale dans le même délai. » sont supprimés.

Au même paragraphe, deuxième alinéa, le mot « précitée » est remplacé par les mots suivants « interzonale d'affectation ou, selon le cas, de la commission interzonale d'affectation de l'enseignement de promotion sociale ».

**Art. 42.** A l'article 94, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté royal, les mots « par pli recommandé » sont remplacés par les mots suivants « selon les modalités fixées par l'avis visé à l'article 93 ».

L'alinéa 2 du même paragraphe est supprimé.

Au même paragraphe, troisième alinéa, le mot « précitée » est remplacé par les mots suivants « interzonale d'affectation ».

CHAPITRE XIII. — *Arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique des établissements d'enseignement de la Communauté française*

**Art. 43.** A l'article 13bis de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique des établissements d'enseignement de la Communauté française, inséré par le décret du 10 mars 2006, les mots « par lettre recommandée à la poste » sont remplacés par les mots suivants « selon les modalités fixées par l'appel à l'admission au stage ».

**Art. 44.** A l'article 22ter, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du même arrêté royal, inséré par le décret du 10 mars 2006, les mots « par pli recommandé » sont remplacés par les mots suivants « selon les modalités fixées par la circulaire annuelle sur les demandes d'extension de nomination, ».

Au même alinéa, les mots « Il adresse une copie de sa demande au président de la commission d'affectation », sont supprimés.

**Art. 45.** A l'article 22quater, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté royal, inséré par le décret du 10 mars 2006, les mots « par pli recommandé » sont remplacés par les mots suivants « selon les modalités fixées par la circulaire annuelle sur les demandes de changement d'affectation ».

Au même alinéa, les mots « Il en adresse copie au président de la commission d'affectation. », sont supprimés.

CHAPITRE XIV. — *Arrêté royal du 27 juillet 1979 fixant le statut des membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française et des membres du personnel du service d'inspection chargés de la surveillance de ces centres psycho-médico-sociaux*

**Art. 46.** A l'article 18 de l'arrêté royal du 27 juillet 1979 fixant le statut des membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française et des membres du personnel du service d'inspection chargés de la surveillance de ces centres psycho-médico-sociaux, les mots « par une lettre recommandée à la poste, à l'adresse indiquée dans l'avis publié au *Moniteur belge*. » sont remplacés par les mots suivants « selon la forme et le délai fixés par l'appel visé à l'article 17. ».

**Art. 47.** A l'article 45ter, alinéa 2, du même arrêté royal, inséré par le décret du 8 juillet 2010, les mots « par pli recommandé » sont remplacés par les mots suivants « selon les modalités fixées par l'appel à l'introduction des demandes d'extension de nomination ».

#### CHAPITRE XV. — *Dispositions finales*

**Art. 48.** Le Ministre qui a l'e-gouvernement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Bruxelles, le 20 décembre 2017.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,  
A. FLAHAUT

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2018/10945]

20 DECEMBER 2017. — **Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van decreetbepalingen waardoor de mededelingen langs elektronische weg verhinderd worden (II)**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 24 juli 1997 dat het statuut bepaalt van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulp personeel van de hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

Gelet op het decreet van 27 februari 2003 houdende erkenning en subsidiëring van een vereniging van sportcentra;  
Gelet op het decreet van 27 februari 2003 houdende erkenning en subsidiëring van de plaatselijke sportcentra en de geïntegreerde plaatselijke sportcentra;

Gelet op het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpenseel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap;

Gelet op het decreet van 12 mei 2004 tot vaststelling van de rechten en plichten van de kinderverzorgers en houdende diverse bepalingen betreffende de valorisatie van de dagen gepresteerd door het niet-statutair personeel van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het decreet van 2 juni 2006 betreffende de externe evaluatie van de verworven kennis van leerlingen van het leerplichtonderwijs en het getuigschrift van basisonderwijs na het lager onderwijs;

Gelet op het decreet van 30 maart 2007 tot organisatie van de erkenning en de subsidiëring van een vereniging van Franstalige sportfederaties, recreatieve sportfederaties en sportverenigingen;

Gelet op het decreet van 23 mei 2008 betreffende de erkenning en de subsidiëring van het Belgisch Olympisch en Interfederaal Comité;

Gelet op het decreet van 20 juni 2008 betreffende de administratieve personeelsleden van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde Hogescholen, Hogere Kunsthochscholen en Hogere Instituten voor architectuur;

Gelet op het decreet van 3 april 2014 betreffende de mededelingen langs elektronische weg tussen de gebruikers en de overheid van de Franse Gemeenschap, inzonderheid op artikel 6, § 1;

Gelet op het decreet van 11 april 2014 houdende organisatie van de erkenning en de subsidiering van een interuniversitaire vereniging tot ondersteuning van de sportprestatie;

Gelet op het decreet van 27 oktober 2016 houdende organisatie van de examencommissies van de Franse Gemeenschap voor het gewoon secundair onderwijs;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdienst van de inrichtingen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 juli 1979 tot vaststelling van het statuut van de leden van het technisch personeel van de Rijks-psycho-medisch-sociale centra, van gespecialiseerde Rijks-psycho-medisch-sociale centra, van de Rijksvormingscentra en van de inspectiedienst belast met toezicht op de psycho-medisch-sociale centra, de diensten voor studie- en beroepsoriëntering en de gespecialiseerde psycho-medisch-sociale centra;

Gelet op het advies nr. 62.400/2 van de Raad van State, gegeven op 4 december 2017, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de « gendertest » van 22 september 2017 uitgevoerd overeenkomstig artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Overwegende dat de woorden waardoor de elektronische mededelingen verhinderd worden, aanwezig zijn in de decreten van 24 juli 1997, 27 februari 2003, 12 mei 2004, 2 juni 2006, 30 maart 2007, 23 mei 2008, 20 juni 2008, 11 april 2014 en 27 oktober 2016, in de koninklijke besluiten van 22 maart 1969, 25 oktober 1971 en 27 juli 1979, en dat ze vervangen moeten worden door een technologisch neutrale bepaling om de overgang naar een elektronische mededeling te vergemakkelijken;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 juni 2014 houdende uitvoering van het decreet van 3 april 2014 betreffende de mededelingen langs elektronische weg tussen de gebruikers en de overheid van de Franse Gemeenschap;

Op de voordracht van de Minister bevoegd voor e-Gouvernement ;

Na beraadslaging,

Besluit :

**HOOFDSTUK 1.** — *Decreet van 24 juli 1997 dat het statuut bepaalt van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van de hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap*

**Artikel 1.** In artikel 24, § 1, van het decreet van 24 juli 1997 dat het statuut bepaalt van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van de hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, worden de woorden “De kandidaat die zijn kandidatuur stelt voor meerdere betrekkingen, dient een afzonderlijke kandidatuur in voor elk van deze.” worden geschrapt.

In dezelfde paragraaf, worden de woorden “per aangetekend schrijven via de post” vervangen door de woorden “volgens de nadere regels bepaald door de oproep bedoeld bij artikel 23.”.

**Art. 2.** In artikel 29, § 1, van hetzelfde decreet, worden de woorden “De kandidaat die zijn kandidatuur stelt voor meerdere betrekkingen, dient een afzonderlijke kandidatuur in voor elk van deze.” worden geschrapt.

In dezelfde paragraaf, worden de woorden “per aangetekend schrijven via de post” vervangen door de woorden “volgens de nadere regels bepaald door de oproep bedoeld bij artikel 28.”.

**Art. 3.** Artikel 39, tweede lid, van hetzelfde decreet, wordt vervangen door een nieuw lid luidend als volgt: “De aanvragen tot mutatie worden op straffe van nietigheid verzonden in de vorm en binnen de termijn bepaald door de oproep bedoeld in lid 1.”.

**HOOFDSTUK II.** — *Decreet van 27 februari 2003 houdende erkenning en subsidiëring van een vereniging van sportcentra*

**Art. 4.** In artikel 4 van het decreet van 27 februari 2003 houdende erkenning en subsidiëring van een vereniging van sportcentra, worden de woorden “De aanvraag om erkenning van een vereniging wordt, samen met de bijlagen, per aangetekend schrijven bezorgd aan de Regering” vervangen door de woorden “De aanvraag om erkenning van een vereniging wordt, samen met de bijlagen, aan de Regering bezorgd.”.

**Art. 5.** In artikel 5, 2°, van hetzelfde decreet, worden, in de Franse tekst, de woorden “sous pli recommandé à la poste” vervangen door de woorden “par envoi recommandé”.

HOOFDSTUK III. — *Decreet van 27 februari 2003 houdende erkenning en subsidiëring van de plaatselijke sportcentra en de geïntegreerde plaatselijke sportcentra*

**Art. 6.** In artikel 5, tweede lid, van het decreet van 27 februari 2003 houdende erkenning en subsidiëring van de plaatselijke sportcentra en de geïntegreerde plaatselijke sportcentra, worden de woorden “bij een ter post aangetekend schrijven” vervangen door de woorden “bij aangetekend schrijven”.

**Art. 7.** In artikel 6, § 1, van hetzelfde decreet worden de woorden “bij een ter post aangetekend schrijven” vervangen door de woorden “bij aangetekend schrijven”.

In paragraaf 2, eerste lid, van hetzelfde artikel, worden de woorden “van de brief” vervangen door de woorden “van de kennisgeving”.

HOOFDSTUK IV. — *Decreet van 12 mei 2004 tot vaststelling van de rechten en plichten van de kinderverzorgers en houdende diverse bepalingen betreffende de valorisatie van de dagen gepresteerd door het niet-statutair personeel van de Franse Gemeenschap*

**Art. 8.** In artikel 28, § 1, vijfde lid, van het decreet van 12 mei 2004 tot vaststelling van de rechten en plichten van de kinderverzorgers en houdende diverse bepalingen betreffende de valorisatie van de dagen gepresteerd door het niet-statutair personeel van de Franse Gemeenschap, worden de woorden “Op straffe van nietigheid moeten de kandidaatstellingen per aangetekende brief ingediend worden.” geschrapt.

HOOFDSTUK V. — *Decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap*

**Art. 9.** In artikel 29, eerste lid, van het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap, worden de woorden “aan de hand van een ter post aangetekend schrijven, op het adres vermeld in de bekendmaking bedoeld in art. 28.” vervangen door de volgende woorden “volgens de nadere regels bepaald in de oproep tot de kandidaten voor een tijdelijke aanwijzing”.

In het tweede lid van hetzelfde artikel, worden de woorden “De kandidaat die solliciteert naar verschillende ambten voegt een afzonderlijke kandidatuur toe voor elk ambt.” geschrapt.

**Art. 10.** In artikel 59, tweede lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden “aan de hand van een ter post aangetekend schrijven” vervangen door de woorden “volgens de nadere regels bepaald door de oproep tot de indiening van aanvragen om uitbreiding van de benoeming”.

In hetzelfde lid, worden de woorden “Hij richt een kopie van deze aanvraag aan de voorzitter(s) van de zonale aanstellingscommissie(s) waar zich deze inrichting(en) bevindt (bevinden), alsmede aan de voorzitter van de interzonale aanstellingscommissie.”, geschrapt.

**Art. 11.** In artikel 62, § 2, eerste lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden “middels een ter post aangetekend schrijven” vervangen door de woorden “volgens de nadere regels bepaald door de oproep om deze aanstellingswijzigingen door te voeren”.

In hetzelfde lid, worden de woorden “Hij stuurt hiervan een kopie naar de voorzitter van de betrokken zonale aanstellingscommissie binnen dezelfde termijn.”, worden geschrapt.

In het tweede lid van dezelfde paragraaf, worden de woorden “van voormelde commissie” vervangen door de woorden “van de betrokken zonale aanwijzingscommissie”.

**Art. 12.** In artikel 62, § 3, eerste lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden “middels een ter post aangetekend schrijven” vervangen door de woorden “volgens de nadere regels bepaald door de oproep om deze aanstellingswijzigingen door te voeren”.

In hetzelfde lid, worden de woorden “Hij stuurt hiervan een kopie naar de voorzitter van de betrokken zonale aanstellingscommissie binnen dezelfde termijn.”, geschrapt.

In het tweede lid van dezelfde paragraaf, worden de woorden “van voormelde commissie” vervangen door de woorden “van de betrokken zonale aanwijzingscommissie”.

**Art. 13.** In artikel 77, § 2, eerste lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden “middels een ter post aangetekend schrijven” vervangen door de woorden “volgens de nadere regels bepaald door de oproep om deze aanstellingswijzigingen door te voeren”.

In hetzelfde lid, worden de woorden “Hij stuurt hiervan een kopie naar de voorzitter van de betrokken zonale aanstellingscommissie binnen dezelfde termijn.”, worden geschrapt.

In het tweede lid van dezelfde paragraaf, worden de woorden “van voormelde commissie” vervangen door de woorden “van de betrokken zonale aanwijzingscommissie”.

**Art. 14.** In artikel 210, § 2, eerste lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden “middels een ter post aangetekend schrijven” vervangen door de woorden “volgens de nadere regels bepaald door de oproep om deze aanstellingswijzigingen door te voeren”.

In hetzelfde lid, worden de woorden “Hij stuurt hiervan een kopie naar de voorzitter van de betrokken zonale aanstellingscommissie binnen dezelfde termijn.”, worden geschrapt.

In het tweede lid van dezelfde paragraaf, worden de woorden “van voormelde commissie” vervangen door de woorden “van de betrokken zonale aanwijzingscommissie”.

**Art. 15.** In artikel 210, § 3, eerste lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden “middels een ter post aangetekend schrijven” vervangen door de woorden “volgens de nadere regels bepaald door de oproep om deze aanstellingswijzigingen door te voeren”.

In hetzelfde lid, worden de woorden “Hij stuurt hiervan een kopie naar de voorzitter van de betrokken interzonale aanstellingscommissie binnen dezelfde termijn.”, worden geschrapt.



In het tweede lid van dezelfde paragraaf, worden de woorden “van voormelde commissie” vervangen door de woorden “van de betrokken interzonale aanwijzingscommissie.”.

**Art. 16.** In artikel 225, § 2, eerste lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden “middels een ter post aangetekend schrijven” vervangen door de woorden “volgens de nadere regels bepaald door de oproep om deze aanstellingswijzigingen door te voeren”.

In hetzelfde lid, worden de woorden “Hij stuurt hiervan een kopie naar de voorzitter van de betrokken interzonale aanstellingscommissie binnen dezelfde termijn.”, worden geschrapt.

In het tweede lid van dezelfde paragraaf, worden de woorden “van voormelde commissie” vervangen door de woorden “van de betrokken zonale aanwijzingscommissie.”.

**HOOFDSTUK VI. — Decreet van 2 juni 2006 betreffende de externe evaluatie van de verworven kennis van leerlingen van het leerplichtonderwijs en het getuigschrift van basisonderwijs na het lager onderwijs**

**Art. 17.** In artikel 32, § 1, eerste lid, en § 2, eerste lid, van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de externe evaluatie van de verworven kennis van leerlingen van het leerplichtonderwijs en het getuigschrift van basisonderwijs na het lager onderwijs, gewijzigd bij het decreet van 13 december 2007, worden, in de Franse tekst, de woorden “lettre recommandée” vervangen door de woorden “envoi recommandé”.

**HOOFDSTUK VII. — Decreet van 30 maart 2007 tot organisatie van de erkenning en de subsidiëring van een vereniging van Franstalige sportfederaties, recreatieve sportfederaties en sportverenigingen**

**Art. 18.** In de artikelen 4, tweede lid, en 8, § 4, van het decreet van 30 maart 2007 tot organisatie van de erkenning en de subsidiëring van een vereniging van Franstalige sportfederaties, recreatieve sportfederaties en sportverenigingen, worden de woorden “bij ter post aangetekend schrijven” telkens geschrapt.

**Art. 19.** In de artikelen 6, 7, tweede lid, en 8, §§ 1 tot 3, van hetzelfde decreet, worden de woorden “bij ter post aangetekend schrijven” telkens vervangen door de woorden “bij aangetekend schrijven”.

**Art. 20.** In artikel 6 van hetzelfde decreet, worden de woorden “van de zending” geschrapt.

**HOOFDSTUK VIII. — Decreet van 23 mei 2008 betreffende de erkenning en de subsidiëring van het Belgisch Olympisch en Interfederaal Comité**

**Art. 21.** In artikel 4, derde lid, van het decreet van 23 mei 2008 betreffende de erkenning en de subsidiëring van het Belgisch Olympisch en Interfederaal Comité, wordt, in de Franse tekst, de zin “La demande, accompagnée de ses annexes, est adressée au Gouvernement sous pli recommandé à la poste” vervangen door de zin “La demande, accompagnée de ses annexes, est transmise au Gouvernement sous pli recommandé à la poste ».

**Art. 22.** In artikel 4, derde lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden « per aangetekende brief » geschrapt, en in artikel 9, § 5, worden de woorden “bij een ter post aangetekende brief” geschrapt.

**Art. 23.** In artikel 6 van hetzelfde decreet, worden de woorden “van de zending”.

**Art. 24.** In de artikelen 6, 8, 9, §§ 1 en 5, en 17, derde lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden “bij ter post aangetekend schrijven” telkens vervangen door de woorden “bij aangetekende zending”.

**HOOFDSTUK IX. — Decreet van 20 juni 2008 betreffende de administratieve personeelsleden van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde hogescholen**

**Art. 25.** In artikel 7 van het decreet van 20 juni 2008 betreffende de administratieve personeelsleden van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde hogescholen, worden de woorden “bij ter post aangetekend schrijven” vervangen door de woorden “volgens de nadere regels bepaald in de oproep bedoeld bij artikel 5.”.

**HOOFDSTUK X. — Decreet van 11 april 2014 houdende organisatie van de erkenning en de subsidiering van een interuniversitaire vereniging tot ondersteuning van de sportprestatie**

**Art. 26.** In de artikelen 4, eerste lid, en 8, § 4, van het decreet van 20 juni 2008 betreffende de administratieve personeelsleden van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde hogescholen, worden de woorden “bij aangetekende brief” geschrapt.

**Art. 27.** In de artikelen 6, eerste lid, en 8, § 1, tweede lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden “bij aangetekende brief” vervangen door de woorden “bij aangetekende zending”.

**Art. 28.** Artikel 7, eerste lid, van hetzelfde decreet, wordt door de volgende bepaling vervangen: “Bij niet-naleving van één van de voorwaarden bepaald in artikel 3 of bij overtreding van de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, van de sociale of fiscale wetten of van het decreet van 20 oktober 2011 betreffende de strijd tegen doping, kan de Regering, na advies van de Hoge Raad, de erkenning van de vereniging schorsen of intrekken voor zover deze verzocht werd bij aangetekende zending, waarbij de datum van verzending als bewijs dient, binnen een termijn van veertig dagen, haar argumenten te laten gelden en/of te vragen om gehoord te worden door de administratie. Elke beslissing tot schorsing of intrekking van de erkenning wordt bij aangetekende zending meegedeeld en dit, één maand na het advies van de Hoge Raad.”.

**Art. 29.** In artikel 8, § 4, van hetzelfde decreet, wordt, in de Franse tekst, het woord “notifiée” vervangen door het woord “communiquée”.

**HOOFDSTUK XI. — Decreet van 27 oktober 2016 houdende organisatie van de examencommissies van de Franse Gemeenschap voor het gewoon secundair onderwijs**

**Art. 30.** Artikel 21, eerste lid, van het decreet van 27 oktober 2016 houdende organisatie van de examencommissies van de Franse Gemeenschap voor het gewoon secundair onderwijs, wordt vervangen door de volgende bepaling: “Elke klacht over een onregelmatigheid tijdens de examens wordt aangetekend of elektronisch gezonden naar de Dienst die voor de organisatie van de examencommissie zorgt, uiterlijk vijf werkdagen na de mededeling van de uitslag van de proef.”

**HOOFDSTUK XII.** — *Koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen*

**Art. 31.** Artikel 22 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, wordt opgeheven.

**Art. 32.** In artikel 33, derde lid, van hetzelfde koninklijk besluit, worden de woorden “per ter post aangetekende brief” vervangen door de woorden “volgens de nadere regels bepaald door de oproep tot de indiening van de aanvragen om aanwijzingswijziging”.

In hetzelfde lid, worden de woorden “Hij richt een kopie van deze aanvraag aan de voorzitter van de zonale aanstellingscommissie waar deze inrichting voor onderwijs met volledig leerplan zich bevindt, alsmede aan de voorzitter van de betrokken zonale aanstellingscommissie van het onderwijs voor sociale promotie binnen dezelfde termijn.”, geschrapt.

In hetzelfde artikel, vierde lid, worden de woorden “per ter post aangetekende brief” vervangen door de woorden “volgens de nadere regels bepaald door de oproep tot de indiening van de aanvragen om aanwijzingswijziging”.

In hetzelfde lid, worden de woorden “Hij richt een kopie van deze aanvraag aan de voorzitter van de interzonale aanstellingscommissie waar deze inrichting voor sociale promotie zich bevindt, alsmede aan de voorzitter van de interzonale aanstellingscommissie van het onderwijs voor sociale promotie binnen dezelfde termijn.”, geschrapt.

In hetzelfde artikel, vijfde lid, wordt het woord “voormeld” vervangen door de woorden “zonale of van de interzonale commissie voor aanwijzing van het onderwijs voor sociale promotie”.

**Art. 33.** In artikel 45, § 2<sup>ter</sup>, tweede lid, van hetzelfde koninklijk besluit, worden de woorden “per ter post aangetekende brief” vervangen door de woorden “volgens de nadere regels bepaald door de oproep tot de indiening van de aanvragen om aanwijzingswijziging”.

In hetzelfde lid, worden de woorden “Hij richt een kopie van deze aanvraag aan de voorzitter(s) van de interzonale aanstellingscommissie waar deze inrichting(en) zich bevindt (bevinden), alsmede aan de voorzitter van de interzonale aanstellingscommissie”, geschrapt.

**Art. 34.** In artikel 46<sup>septies</sup>, eerste lid, van hetzelfde koninklijk besluit, worden de woorden “de kandidaat die zijn kandidatuur stelt voor meerdere betrekkingen, dient een afzonderlijke kandidatuur in voor elk van deze. De aanvragen worden op straffe van nietigheid bij de Regering per ter post aangetekend schrijven ingediend.” vervangen door de woorden “de kandidaat die zijn kandidatuur stelt voor meerdere betrekkingen, dient een kandidatuur in volgens de nadere regels bepaald bij de oproep tot benoeming”.

**Art. 35.** In artikel 48, § 2, eerste lid, van hetzelfde koninklijk besluit, worden de woorden “per ter post aangetekende brief” vervangen door de woorden “volgens de nadere regels bepaald door de oproep tot de indiening van de aanvragen om aanwijzingswijziging”.

In hetzelfde lid, worden de woorden “Hij richt een kopie van deze aanvraag aan de voorzitter van de zonale aanstellingscommissie of, naargelang het geval, aan de voorzitter van de zonale aanstellingscommissie voor het onderwijs voor sociale promotie binnen dezelfde termijn”, geschrapt.

In dezelfde paragraaf, tweede lid, wordt het woord “voormeld” vervangen door de woorden “zonale of van de interzonale commissie voor aanwijzing van het onderwijs voor sociale promotie”.

**Art. 36.** In artikel 48, § 3, eerste lid, van hetzelfde koninklijk besluit, worden de woorden “per ter post aangetekende brief” vervangen door de woorden “volgens de nadere regels bepaald door de oproep tot de indiening van de aanvragen om aanwijzingswijziging”.

In hetzelfde lid, worden de woorden “Hij richt een kopie van deze aanvraag aan de voorzitter van de interzonale aanstellingscommissie of, naargelang het geval, aan de voorzitter van de interzonale aanstellingscommissie voor het onderwijs voor sociale promotie binnen dezelfde termijn”, geschrapt.

In dezelfde paragraaf, tweede lid, wordt het woord “voormeld” vervangen door de woorden “interzonale of van de interzonale commissie voor aanwijzing van het onderwijs voor sociale promotie”.

**Art. 37.** In artikel 50, § 2, a), eerste lid, van hetzelfde koninklijk besluit, worden de woorden “per ter post aangetekende brief” vervangen door de woorden “volgens de nadere regels bepaald door de oproep tot de indiening van aanvragen om nieuwe aanwijzing”.

In hetzelfde lid, worden de woorden “Hij richt een kopie van deze aanvraag aan de voorzitter van de bevoegde zonale aanstellingscommissie”, geschrapt.

In dezelfde paragraaf en zelfde punt, tweede lid, wordt het woord “voormeld” vervangen door de woorden “bevoegde zonale commissie voor aanwijzing”.

**Art. 38.** In artikel 50, § 2, a), eerste lid, van hetzelfde koninklijk besluit, worden de woorden “per ter post aangetekende brief” vervangen door de woorden “volgens de nadere regels bepaald door de oproep tot de indiening van aanvragen om nieuwe aanwijzing”.

In hetzelfde lid, worden de woorden “Hij richt een kopie van deze aanvraag aan de voorzitter van de bevoegde interzonale aanstellingscommissie”, geschrapt.

In dezelfde paragraaf en hetzelfde punt, tweede lid, wordt het woord “voormeld” vervangen door de woorden “bevoegde interzonale commissie voor aanwijzing”.

**Art. 39.** In artikel 50, § 3, eerste lid, van hetzelfde koninklijk besluit, worden de woorden “per ter post aangetekende brief” vervangen door de woorden “volgens de nadere regels bepaald door de oproep tot de indiening van aanvragen om nieuwe aanwijzing”.

In hetzelfde lid, worden de woorden “Hij richt een kopie van deze aanvraag aan de voorzitter van de bevoegde interzonale aanstellingscommissie”, geschrapt.

In dezelfde paragraaf, tweede lid, wordt het woord “voormeld” vervangen door de woorden “bevoegde interzonale commissie voor aanwijzing”.

**Art. 40.** In artikel 80, § 2, eerste lid, van hetzelfde koninklijk besluit, worden de woorden “per ter post aangetekende brief” vervangen door de woorden “volgens de nadere regels bepaald door de oproep tot de indiening van de aanvragen om aanwijzingswijziging”.

In hetzelfde lid, worden de woorden “Hij richt een kopie van deze aanvraag aan de voorzitter van de zonale aanstellingscommissie of, naargelang het geval, aan de voorzitter van de zonale aanstellingscommissie voor het onderwijs voor sociale promotie binnen dezelfde termijn”, geschrapt.

In dezelfde paragraaf, tweede lid, wordt het woord “voormeld” vervangen door de woorden “zonale of van de zonale commissie voor aanwijzing van het onderwijs voor sociale promotie”.

**Art. 41.** In artikel 80, § 3, eerste lid, van hetzelfde koninklijk besluit, worden de woorden “per ter post aangetekende brief” vervangen door de woorden “volgens de nadere regels bepaald door de oproep tot de indiening van de aanvragen om aanwijzingswijziging”.

In hetzelfde lid, worden de woorden “Hij richt een kopie van deze aanvraag aan de voorzitter van de interzonale aanstellingscommissie of, naargelang het geval, aan de voorzitter van de interzonale aanstellingscommissie voor het onderwijs voor sociale promotie binnen dezelfde termijn”, geschrapt.

In dezelfde paragraaf, tweede lid, wordt het woord “voormeld” vervangen door de woorden “interzonale commissie of, naargelang het geval, van de interzonale commissie voor aanwijzing van het onderwijs voor sociale promotie”.

**Art. 42.** In artikel 94, § 2, eerste lid, van hetzelfde koninklijk besluit, worden de woorden “via een ter post aangetekende brief” vervangen door de woorden “volgens de nadere regels bedoeld bij artikel 93”.

Het tweede lid van dezelfde paragraaf wordt geschrapt.

In dezelfde paragraaf, derde lid, wordt het woord “voornoemde” vervangen door de woorden “interzonale aanstellingscommissie”.

**HOOFDSTUK XIII.** — *Koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdienst van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap*

**Art. 43.** In artikel 13bis van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdienst van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap, ingevoegd bij het decreet van 10 maart 2006, worden de woorden “, bij een ter post aangetekend schrijven indienen. » vervangen door de woorden “, volgens de nadere regels bepaald door de oproep tot de toelating tot de stage”.

**Art. 44.** In artikel 22ter, tweede lid, van hetzelfde koninklijk besluit, ingevoegd bij het decreet van 10 maart 2006, worden de woorden “bij aangetekend schrijven” vervangen door de woorden “volgens de nadere regels bepaald door de jaarlijkse omzendbrief over de aanvragen om uitbreiding van de benoeming,”.

In hetzelfde lid, worden de woorden “Hij verstuurt een kopie van zijn aanvraag naar de voorzitter van de affectatiecommissie.”, geschrapt.

**Art. 45.** In artikel 22quater, § 2, eerste lid, van hetzelfde koninklijk besluit, ingevoegd bij het decreet van 10 maart 2006, worden de woorden “per aangetekend schrijven” vervangen door de woorden “volgens de nadere regels bepaald door de jaarlijkse omzendbrief over de aanvragen om wijziging van de aanstelling”.

In hetzelfde lid, worden de woorden “Hij verstuurt een kopie van zijn aanvraag naar de voorzitter van de affectatiecommissie.”, geschrapt.

**HOOFDSTUK XIV.** — *Koninklijk besluit van 27 juli 1979 houdende het statuut van de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap alsook van de personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze psycho-medisch-sociale centra*

**Art. 46.** In artikel 18 van het koninklijk besluit van 27 juli 1979 houdende het statuut van de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap alsook van de personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze psycho-medisch-sociale centra, worden de woorden “bij een ter post aangetekend schrijven, op het adres vermeld in het advies bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad” vervangen door de woorden “in de vorm en volgens de termijnen bepaald bij de oproep bedoeld bij artikel 17.”.

**Art. 47.** In artikel 45ter, tweede lid, van hetzelfde koninklijk besluit, ingevoegd bij het decreet van 8 juli 2010, worden de woorden “bij een aangetekend schrijven” vervangen door de woorden “volgens de nadere regels bepaald door de oproep tot de indiening van aanvragen om benoemingsuitbreiding”.

#### HOOFDSTUK XV. — Slotbepaling

**Art. 48.** De Minister bevoegd voor e-gouvernement, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 20 december 2017.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve vereenvoudiging,  
A. FLAHAUT